

Par e-mail : https://www.lemonde.fr/international/article/2023/10/09/israel-gaza-en-trente-cinq-ans-d-existence-le-hamas-s-est-impose-comme-l-ennemi-jure-d-israel_6193259_3210.html

Israël-Gaza : ennemi juré d'Israël depuis 1987

Né durant la première Intifada, en 1987, le mouvement islamiste a toujours privilégié la lutte armée, refusant la moindre légitimité à l'Etat hébreu.

Par Gilles Paris

Publié le 09 octobre 2023

En finir avec le Hamas. Le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, en a fait la promesse quelques heures après le bain de sang sans précédent perpétré par le Mouvement de la résistance islamique, son nom véritable, aux portes de Gaza, en Israël, samedi 7 octobre. Ennemi implacable de l'Etat hébreu dont il n'a jamais reconnu l'existence, le Hamas a pris un risque considérable en se lançant brutalement dans ce coup de force. Considéré comme infréquentable par les diplomaties occidentales autant que par les régimes arabes hostiles à toute forme d'islam politique, le mouvement palestinien compte peu de soutiens en dehors de son réduit de Gaza. Il a pourtant apporté, au fil de son histoire, les preuves de sa résilience.

L'ancienne filiale palestinienne des Frères musulmans jordaniens n'avait pas ambitionné à ses débuts de jouer le rôle qu'elle a finalement endossé. Ses fondateurs – tous formés en Egypte, dont leur chef, le cheikh Ahmed Yassine, un religieux tétraplégique – s'inscrivaient dans un mouvement régional de retour à la religion après la déroute du socialisme arabe face à Israël, en 1967.

A Gaza, l'occupant israélien a d'abord considéré avec bienveillance l'émergence d'associations pieuses ou caritatives capables de rivaliser avec les nationalistes regroupés dans l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), perçue comme l'adversaire mortel qu'il fallait éradiquer. Au milieu des années 1980, cependant, l'impact de la révolution iranienne survenue un an plus tôt et la concurrence du Jihad islamique, une autre formation islamiste de Gaza, avaient réorienté le cheikh Yassine vers la cause nationale palestinienne, au nom du dogme qui fait de l'ancienne Palestine mandataire un waqf, un « bien musulman » inaliénable.

Formé au terrorisme au Liban

Le Hamas naît en décembre 1987, dans la foulée du début de la première Intifada (« insurrection ») qui a éclaté dans le camp de réfugiés gazaouis de Jabaliya et qui l'a pris de court autant que le mouvement national palestinien en exil. Le conservatisme de Gaza et le poids des réfugiés (les deux tiers de la population) expliquent le rapide développement du mouvement, moins entravé qu'ailleurs par les solidarités claniques palestiniennes attachées à un espace géographique spécifique.

Doté d'une charte maximaliste – comme l'OLP à sa création – teintée d'antisémitisme, le Hamas se tourne vers l'action armée. La répression est sévère. Le cheikh Yassine, guide spirituel du mouvement, est arrêté et emprisonné en Israël en 1989. Puis 400 de ses militants sont bannis au Liban en 1992. Là, ils vont nouer des contacts avec les groupes radicaux libanais qui les convertiront notamment au terrorisme. Leur influence se vérifie au début du processus de paix

israélo-palestinien après la signature des accords d'Oslo, en septembre 1993, qui permettent un an plus tard le retour en terre palestinienne de Yasser Arafat, patron incontestable du mouvement national palestinien.

Le premier attentat-suicide revendiqué par le Hamas est perpétré en Israël après la tuerie du Caveau des patriarches, commise à Hébron par un colon extrémiste, en 1994. Hostile aux accords d'Oslo qui laissent entrevoir un partage territorial de la Palestine historique, qu'il refuse, le Hamas boycotte les premières élections palestiniennes en 1996 et multiplie les actions terroristes en Israël pour faire capoter le processus de paix. Il y parvient en partie après de nombreux bains de sang puisque les négociations s'enlisent, mais au prix d'une répression impitoyable menée par les services de sécurité de Yasser Arafat.

Les mosquées du Hamas à Gaza sont placées sous contrôle strict de l'Autorité palestinienne à partir de 1996. Grâce à ses réseaux d'entraide et aux ratés du processus de paix avec Israël, sapé par la poursuite de la colonisation juive en Cisjordanie, le mouvement reste pourtant populaire. Il bénéficie de la libération en 1997 du cheikh Yassine après une tentative d'assassinat ratée du Mossad contre un de ses dirigeants exilé en Jordanie, Khaled Mechaal. Rentré à Gaza, Ahmed Yassine, sans renoncer à ses dogmes, développe par pragmatisme la théorie d'une « *trêve de longue durée* » avec Israël en cas de création d'un Etat palestinien dans les frontières de 1967, avec la reconnaissance par Israël du droit au retour des réfugiés.

Convaincu de l'« inutilité » du dialogue avec Israël

Le déclenchement de la seconde Intifada en 2000 et sa répression brutale valident son discours sur l'« *inutilité* » du dialogue politique avec Israël. Le Hamas profite de la stratégie israélienne, qui consiste à répondre aux attentats islamistes en détruisant systématiquement les organes de l'Autorité palestinienne. Lorsque Israël décide de s'en prendre à ses responsables (ses fondateurs, Ahmed Yassine et Abdel Aziz Al-Rantissi, [sont assassinés à Gaza en 2004](#)), le Hamas est assez fort pour leur survivre, comme à une série d'assassinats ciblés qui décapitent régulièrement ses ailes militaire mais aussi politique.

En 2005, l'évacuation unilatérale par Ariel Sharon de la bande de Gaza et le démantèlement des colonies israéliennes – une première en trente-huit ans d'occupation – constituent pour le Hamas la preuve éclatante de la supériorité de la lutte armée sur le dialogue incarné par Mahmoud Abbas, l'architecte d'Oslo, après la mort de Yasser Arafat en 2004. Le mouvement islamiste décide de capitaliser sur sa popularité lors des élections municipales puis législatives (décembre 2004 et janvier 2006). A Gaza, le triomphe est presque partout au rendez-vous. Le Hamas se retrouve, à sa propre surprise, majoritaire au Conseil législatif palestinien, qui fait office de Parlement, au détriment des nationalistes du Fatah, le parti créé par Yasser Arafat, jusque-là dominateur sur la scène politique palestinienne.

Décidés à exercer le pouvoir, les islamistes forment un gouvernement dirigé par Ismaïl Haniyeh, ex-secrétaire du Cheikh Yassine. Le mouvement évoque périodiquement un partage sous conditions de la Palestine mandataire entre un

Etat palestinien et Israël, mais sans jamais convaincre, en continuant de refuser toute légitimité concurrente sur cette terre.

Guerre fratricide avec le Fatah

A Gaza, où il conserve, contrairement à la Cisjordanie, un appareil militaire réputé pour son efficacité et sa cohésion, le Hamas se heurte rapidement aux services de sécurité officiels liés au Fatah, qui refusent de lui faire allégeance. Le Hamas crée alors une force rivale, la Force exécutive. L'affrontement est inéluctable. Circonscrit à Gaza, il débute en mai 2006 et s'achève en juin 2007 par une victoire incontestable, après des combats fratricides qui ont causé la mort de plus de 600 personnes.

Le camp palestinien est alors coupé en deux factions d'autant plus irréconciliables que Mahmoud Abbas soupçonne le Hamas d'avoir voulu l'assassiner un an plus tôt à l'occasion d'une visite dans l'étroite bande de terre devenue prison à ciel ouvert. Retranché à Gaza qu'il gouverne d'une main de fer, le mouvement islamiste ne cache plus son ambition de prendre la direction du mouvement national palestinien, face à un Fatah sclérosé, régulièrement accusé de corruption et d'inefficacité, sorti en lambeaux de la seconde Intifada.

La primauté accordée par le Hamas à la lutte armée, qui l'a placé sur les listes noires occidentales, explique la succession de guerres intenses qui l'opposent à Israël, au prix de l'aggravation, dont il n'a cure, des conditions de vie dans la bande de Gaza, verrouillée par Israël et par l'Egypte. En 2008, 2012, 2014, 2021 : à chaque fois, ces accès de violence soulignent la vacuité de l'Autorité palestinienne, réduite à un rôle de spectatrice impuissante. Faute d'un véritable soutien international, la solution de la « Cisjordanie d'abord », modèle de construction d'un proto-Etat, qui disqualifierait son rival, prend l'eau de toutes parts sur une terre où la colonisation israélienne ne faiblit pas, quelles que soient les coalitions au pouvoir.

Après la vague des « printemps arabes » de 2011, une réaction autoritaire régionale sonne la fin des accommodements avec l'islam politique. Plus que jamais isolé, esquissant parfois la perspective d'une réconciliation nationale à ses propres termes tout en préparant le prochain affrontement avec Israël, le Hamas parvient pourtant à préserver un capital politique alimenté par ses guerres, y compris en Cisjordanie. C'est sur ce capital, l'un de ses rares viatiques, qu'il a misé le 7 octobre.

Gilles Paris
